



Revue de presse



Dimanche 20 Mars 2022



[Le Président Tebboune à l'occasion de la fête de la Victoire : «L'Algérie ne renoncera pas à ses droits»](#)

Le chef de l'État a affirmé que l'Algérie continuera à revendiquer, sans relâche et sans compromis, la récupération des archives, la vérité sur le sort des disparus et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires.



[LIVRETS FONCIERS À OUM EL BOUAGHI : L'APN enquête](#)

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) est arrivée, jeudi dernier à Oum El Bouaghi, pour s'enquérir des entraves et problèmes empêchant la remise des livrets fonciers aux citoyens dans les délais fixés. Dans une déclaration à la presse, le chef de la délégation, Mohamed Faouzi Bendjaballah, a indiqué que le but de cette visite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi ainsi que dans d'autres wilayas est de s'enquérir de l'avancée de l'opération de remise des livrets fonciers qui revêt une importance majeure pour les citoyens et les investisseurs.



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'UGTA plaide pour un dialogue "sincère et constructif"

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha, a affirmé, hier à partir de Médéa, qu'un "dialogue sincère et constructif" est en mesure de contribuer à "réduire les effets de la conjoncture économique difficile" que traverse le pays et à "préserver le pouvoir d'achat" des citoyens. Intervenant en marge du congrès de wilaya de l'instance locale de l'UGTA, Labatcha a indiqué que les problèmes que rencontre le pays sur le plan économique et leurs répercussions sur le volet social, "peuvent trouver une solution grâce au dialogue entre le gouvernement et le partenaire social", affirmant qu'"un dialogue sincère et constructif est capable de transcender les difficultés économiques actuelles et à assurer la stabilité du front social".

"Notre économie se trouve dans une situation délicate qui peut avoir des effets sur le plan social et impacter fortement les entreprises économiques nationales et nécessite, à cet égard, la conjugaison de tous les efforts pour passer ce cap difficile", a-t-il fait savoir. **Saluant les décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en particulier la décision d'annulation des taxes sur les produits à l'importation, la révision du point indiciel et de l'impôt sur le revenu global (IRG), le SG de l'UGTA a exprimé le souhait de voir ces décisions confortées par d'autres mesures.**



PLAIDOYER POUR LA MISE EN PLACE D'UNE MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Un tremplin pour une meilleure inclusion financière

L'avènement de la monnaie électronique suppose des évolutions réglementaires et du cadre institutionnel. Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care) a organisé, mercredi dernier, en partenariat avec l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund), une journée d'étude sur le thème de l'inclusion financière au moyen des technologies du numérique. La transformation digitale et le développement des services numériques sont au cœur des préoccupations macroéconomiques de l'Algérie, qui fait face à un souci, évident, d'une meilleure inclusion financière. Le dernier rapport de la Banque d'Algérie, sur les tendances monétaire et financière au premier semestre 2021, a fait état d'un peu plus d'un tiers de la masse monétaire qui circule en monnaie fiduciaire, ce qui représente, environ, un tiers du produit intérieur brut. Ce qui est "énorme", soutiennent certains experts.

À cela s'ajoute le fait que beaucoup d'Algériens ne sont pas bancarisés. Dans ce contexte, "la monnaie électronique peut être un tremplin pour une meilleure inclusion financière et un outil pour la digitalisation d'au moins une partie des services financiers", estime-t-on. Cependant, comme l'a souligné l'économiste Rachid Sekak, l'avènement de la monnaie électronique suppose des évolutions réglementaires ainsi que du cadre institutionnel.

Pour Alice Negre, spécialiste d'inclusion financière à l'UNCDF (Fonds d'équipement des Nations unies), la finance digitale peut transformer les perspectives économiques des pays émergents. La monnaie électronique, estime-t-elle, est un socle nécessaire pour une digitalisation financière inclusive. Alice Negre explique que la monnaie électronique est une réserve de valeur prépayée, stockée sur un compte et accessible sur téléphone mobile.

Les fonctionnalités des comptes de monnaie électronique sont limitées (plafond et restriction en termes de nombre de transactions). Ces limites imposent, ainsi, une maîtrise des risques, ce qui permet, en contrepartie, d'ouvrir des comptes plus facilement. Alice Negre précise qu'il ne s'agit pas de création monétaire. Il s'agit plutôt d'un compte prépayé. Il ne s'agit pas de banque à distance ou de mobile banking. En Algérie, un grand nombre de prérequis pour créer les conditions de l'adoption de la monnaie électronique sont déjà en place : Des taux élevés d'alphabétisation, de couverture internet et pénétration mobile. Ces critères favorisent la digitalisation du système bancaire et laissent présager un accueil massif des services financiers numériques par la population algérienne, particulièrement celle non ou faiblement servie par le réseau bancaire, ainsi que celle ne disposant pas de services financiers adéquats. La prochaine étape serait donc de mettre en place un cadre réglementaire favorable au déploiement de ces services.

Dans ce cadre, la Banque d'Algérie est résolument tournée vers la digitalisation des moyens de paiement. Elle a autorisé la carte de paiement sans contact et a donné son feu vert au GIE monétique pour la mise en place d'une solution de Mobile Payment. L'avant-projet de loi sur la monnaie et le crédit, en maturation, devrait ouvrir, une fois adopté, la voie à l'émergence de prestataires de services de paiement (PSP). Cependant, comme l'a relevé le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mouatassam Boudiaf, si l'ancrage juridique est peut-être une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante pour le développement de la monnaie électronique. Pour preuve, la sous-utilisation des instruments de paiements électroniques, alors que tous les moyens ont été mis en place. Le cash reste, malheureusement, la règle en Algérie. Pour le président du Care, Slim Othmani, avec la monnaie électronique, "on peut calmer le jeu de l'inflation".



MALGRÉ L'EMBELLIE DES PRIX DU PÉTROLE : Le budget de l'État reste loin de l'équilibre

L'équilibre des finances publiques nécessite des niveaux de prix du pétrole dépassant largement les 100 dollars. La hausse spectaculaire des prix du pétrole, bien que porteuse de surplus financiers plus qu'appréciables pour l'Algérie, reste encore loin d'atteindre le niveau idéal pour induire un retour à l'équilibre du budget de l'État. De fait, les plus-values attendues de la récente amélioration de la conjoncture pétrolière ne peuvent représenter, jusqu'ici, que de simples différentiels de recettes entre ce qui était initialement projeté à fin 2021 et les revenus à escompter d'un baril désormais deux fois plus cher que ce que prévoit la loi de finances.

En termes plus clairs, s'ils devaient être effectivement beaucoup plus conséquents qu'attendu, les revenus pétroliers de l'Algérie n'atteindraient pas, pour autant, un niveau suffisant pour rééquilibrer les finances internes. Encore moins pour dégager de réels excédents financiers par rapport au rythme actuel de la dépense publique.

Rapportées au cours de référence du pétrole de 45 dollars le baril sur lequel est basée la loi de finances 2022, les recettes budgétaires du pays devraient logiquement doubler, si le prix du brut continuait à se maintenir à son niveau actuel de 90 à 100 dollars. Considérés, en revanche, sous l'angle du déficit budgétaire autorisé pour l'exercice en cours – un niveau important de plus de 18% du PIB –, les surplus de revenus à prévoir risquent de ne pas suffire pour combler l'écart entre les recettes et les dépenses réelles de l'État. Aussi, comme l'anticipent la plupart des estimations émanant notamment d'institutions financières comme le FMI, l'équilibre du budget de l'État en Algérie nécessiterait des niveaux de prix de pétrole dépassant largement ceux observés actuellement. Et ce, dès lors que les déficits publics ne sont pas suffisamment maîtrisés. En ce sens, nous explique l'économiste Brahim Guendouzi, "la loi de finances 2022 étant élaborée sur la base d'un prix du pétrole de référence de 45 dollars, il sera fort probable qu'il y ait une redynamisation du Fonds de régulation des recettes (FRR) qui est un compte ouvert auprès du Trésor public".

Ce Fonds étant conçu pour accueillir de potentielles plus-values en cas de hausse des prix du brut, Brahim Guendouzi souligne que son solde attendu à fin 2022 "va probablement servir à compenser l'important déficit budgétaire et à imprimer peut-être une nouvelle dynamique dans les finances publiques". Plus concrètement, précise encore le professeur d'économie, "c'est la fiscalité pétrolière qui sera en hausse, permettant ainsi une élévation appréciable des recettes budgétaires normalement suffisantes pour s'ajuster à l'actuel niveau des dépenses publiques".

À moyen terme, conclut notre interlocuteur, “les pouvoirs publics, ayant appris logiquement la leçon consistant à faire très attention au retournement du marché pétrolier, devraient insuffler une nouvelle politique budgétaire à même de garantir un retour à une croissance vigoureuse sans compromettre les équilibres macroéconomiques”. En somme, en l’état actuel des déficits publics, l’amélioration, certes très significative, des cours pétroliers mondiaux ne pourrait suffire à elle seule à garantir un rééquilibrage soutenu des finances de l’État. Une politique budgétaire disciplinée et plus rigoureuse reste nécessaire pour garantir une allocation transparente et efficiente de l’argent du pétrole, notamment pour soutenir l’investissement et l’emploi.



DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ANALYSENT L’IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE

L’économie mondiale ébranlée par un véritable séisme

«La guerre en Ukraine est comme un puissant tremblement de terre qui aura des effets d’entraînement sur l’ensemble de l’économie mondiale, en particulier dans les pays pauvres», indiquent les responsables du FMI.

Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) se disent «horriés et profondément inquiets» par les vastes conséquences de la guerre en Ukraine sur l’économie mondiale. Rendant public un communiqué commun suite à une réunion tenue jeudi dernier, ces institutions financières internationales soulignent qu’en plus de «la dévastatrice catastrophe humanitaire en Ukraine, la guerre perturbe les moyens de subsistance dans la région et au-delà».

«Elle réduit l’approvisionnement en énergie, en nourriture, augmente les prix et nuira à la reprise post-pandémie planétaire», ajoute le même communiqué en notant s’attendre à une croissance beaucoup plus lente. «L’économie mondiale entière en sentira les effets à travers une croissance plus lente, des perturbations des échanges commerciaux, et les plus pauvres et vulnérables seront les plus touchés», avertissent ces institutions. Ce sont les pays voisins de l’Ukraine qui souffriront le plus des perturbations du commerce et de la chaîne d’approvisionnement.

Les marchés financiers ne resteront pas indemnes non plus et seront touchés «avec une incertitude qui va se répercuter sur les prix des actifs, resserrer les conditions financières et pourrait même engendrer des flux de capitaux hors des marchés émergents». Dans une déclaration du FMI, il est clairement énoncé un impact de la guerre sur l’économie mondiale semblable à «un tremblement de terre». «La guerre en Ukraine est comme un puissant tremblement de terre qui aura des effets d’entraînement sur l’ensemble de l’économie mondiale, en particulier dans les pays pauvres», indiquent les responsables du FMI.

Et de préciser que le conflit entraînera «une croissance plus faible et une inflation plus rapide dans le monde». «Les pays, les entreprises et les ménages seront confrontés à des problèmes d'endettement plus graves après une augmentation des emprunts qu'au cours de la première année de la pandémie», avertit encore la directrice du Fonds, en notant que l'Ukraine et la Russie représentent ensemble plus d'un quart du commerce mondial du blé et 1/5 des ventes de maïs. Les responsables de l'institution de Bretton Woods ont souligné «des risques, notamment des troubles dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique déclenchés par la hausse des prix des denrées alimentaires et les tensions budgétaires en Europe, où les dépenses en matière de sécurité énergétique et de défense devraient augmenter».

Dans une note sur l'impact de la crise sur les pays de la région MENA, le FMI prévoit une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi qu'un resserrement des conditions financières mondiales qui risquent d'avoir d'importantes répercussions. «Les mesures visant à maîtriser l'inflation telles que l'augmentation des subventions publiques pourraient peser sur des comptes budgétaires déjà fragiles.

En outre, la détérioration des conditions de financement extérieur pourrait provoquer des sorties de capitaux et entraver encore la croissance des pays dont la dette est élevée et les besoins de financement importants». Ceci, alors que la hausse des prix peut «susciter des tensions sociales dans certains pays, notamment ceux où les dispositifs de protection sociale sont faibles, les possibilités d'emploi peu nombreuses, la marge de manœuvre budgétaire limitée et les gouvernements impopulaires», alerte le FMI. Dans un rapport de l'OCDE, les projections pour l'économie mondiale ne sont pas meilleures. «Le conflit risque de coûter un point à la croissance mondiale en un an si ses effets sur les marchés énergétiques et financiers s'avèrent durables.

Ce qui pourrait de plus pousser l'inflation d'environ 2,5 points supplémentaires», prévoit l'organisation de la coopération économique. «L'impact économique du conflit est très incertain et dépendra de la durée de la guerre», indique le même rapport. Selon cette organisation, l'Europe sera la plus affectée par les conséquences économiques de la guerre en raison de ses liens économiques et énergétiques étroits avec la Russie, particulièrement les pays ayant une frontière avec la Russie et Kiev.



[Souhil Meddah, expert financier : «La bancarisation implique les équilibres macroéconomiques»](#)

Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie vient d'expliquer que le problème qui se pose en Algérie n'est pas celui de la bancarisation, mais la bancarisation des transactions. Joint par nos soins pour apporter plus d'éclairages, Souhil Meddah, expert financier, précise que la question de «la bancarisation a été souvent posée dans sa sphère collectrice des valeurs, avec espoir de les accumuler dans des soldes bancaires au temps (t) ».



Sécurisation contractuelle et financière à l'international : Les entreprises face aux défis extérieurs

Dans un contexte de globalisation des marchés et de complexité des réglementations régissant les échanges internationaux, les opérateurs algériens intéressés par l'investissement à l'étranger ou par l'exportation de leurs produits se retrouvent face à cet impératif qui consiste à maîtriser les règles élémentaires en matière de sécurisation contractuelle et financière à l'international.



Pays touchés par la pénurie des céréales : la Banque mondiale exclut l'Algérie

Dans son dernier rapport, la Banque mondiale a exclu l'Algérie de la liste des pays les plus touchés par la pénurie de céréales, due à la crise actuelle en Ukraine. Selon le rapport de la banque, « les pays exportateurs de pétrole, tels que le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Algérie, ne seront pas affectés par la crise ukrainienne, car ils peuvent améliorer leurs revenus publics et leur balance des paiements extérieurs et ainsi, leurs taux de croissance ».



مفتشية التجارة تلزم المستوردين بتحيين شهادة الاحترام: تجميد جمركة السلع على مستوى الموانئ

ألزمت مفتشيات التجارة على مستوى الموانئ المستوردين بتحيين شهادة احترام النشاط بداية من 13 مارس الجاري، ليتسنى لهم إخراج سلعهم الموجودة على مستوى الحاويات، وأمرت ذات المصالح بتجميد جميع عمليات الجمركة دون تقديم هذه الشهادة التي يتطلب تحيينها حسب المتعاملين عدة أسابيع.

TINDOUF. BADR BANQUE
Ouverture d'un
guichet de la
finance islamique

Un guichet de la finance islamique a été inauguré jeudi à l'Agence de Tindouf de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR). Le nouveau guichet permettra ainsi aux opérateurs et clients de tirer profit de 14 produits proposés par cette formule de finance islamique, englobant le compte courant islamique, le compte chèque islamique, l'épargne islamique, en sus d'autres produits de financement de la Mourabaha, a indiqué le directeur par intérim de la BADR de Tindouf, Mahfoud Zaoui. Conformément à la législation islamique et validés par le Haut Conseil Islamique, ces produits visent à améliorer la qualité du service public au profit des particuliers, collectivités et entreprises. Intervenant à cette occasion, le chef de la daïra de Tindouf, Abdelhak Bouziane a convié le personnel de la BADR à accompagner et prendre en charge les préoccupations des agriculteurs, des commerçants et des opérateurs économiques pour développer davantage les activités agricoles et industrielles, notamment avec l'ouverture du poste frontalier terrestre algéro-Mauritanien "Mustapha Benboulaïd", qui constitue un important élément dans le schéma de développement économique dans la région. Le nouveau guichet permettra ainsi de mettre les produits de la finance islamique à la disposition des clients, opérateurs et entreprises, traduisant la détermination de l'Etat à booster le développement, tous secteurs confondus.

**FAROUK NEMOUCHI, ÉCONOMISTE,
À PROPOS DU POUVOIR D'ACHAT :**

«DES MESURES SOLIDES S'IMPOSENT»

En ce début de l'année 2022, les citoyens font face à une évolution importante des marchés. Les prix de certaines denrées prennent inexplicablement l'ascenseur.

Pour amortir le choc de la hausse des prix sur le niveau de vie des citoyens, le gouvernement a pris une première mesure en baissant l'impôt sur le revenu global (IRG). Cette mesure est-elle suffisante ? Les calculs effectués à partir des données de l'ONS, souligne Farouk Nemouchi, Docteur d'Etat en Sciences économiques, montrent que «le taux d'accroissement des salaires, retraites et autres revenus induit par la révision du barème de l'IRG ne compense pas la perte de pouvoir d'achat provoqué par le taux d'inflation enregistré en 2021».

La perte est encore «plus importante pour les rémunérations inférieures ou égales à 30000 DA car elles ne sont pas concernées par le nouveau barème de l'IRG». Dès lors que le taux d'inflation se rapproche de la barre des 10%, l'universitaire se pose la question : qu'en sera-t-il demain lorsque le gouvernement s'engagera dans la voie de la révision du système de subvention des prix des produits de première nécessité et qu'il poursuivra la politique de dépréciation du dinar rendant les produits importés plus chers ? Il en va de même, dit-il, «si le déficit budgétaire continue à être financé par la création de monnaie provoquant un accroissement plus élevé des prix des biens

et services». Aux yeux de D' Nemouchi, «tous les ingrédients sont réunis pour aller vers une inflation galopante».

A cela s'ajoute «une forte inflation mondiale provoquée par la pandémie de Covid19 et la guerre russo-ukrainienne». En impactant le pouvoir d'achat, «l'inflation provoque une baisse de la demande qui entraîne à son tour un ralentissement de l'activité des entreprises et la croissance économique». Quelle parade à cette équation difficile ? «Il faut espérer que la prochaine révision du point indiciaire dans la Fonction publique améliore sensiblement le pouvoir d'achat des Algériens et que des mesures solides soient prises pour freiner la hausse des prix», estime l'universitaire.

Dans son analyse, il rappelle que l'ONS a annoncé un taux d'inflation moyen annuel de 7,6% en 2021, alors qu'en 2020, il était de 2,4%. «C'est la première fois depuis 20 ans que l'Algérie enregistre un taux d'inflation avec un écart de 4,83 points de pourcentage par rapport à l'année précédente», relève le D' Nemouchi.

Par ailleurs, il convient de préciser que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné au gouvernement de prendre des «dispositions immé-



Tous les ingrédients sont réunis pour aller vers une inflation galopante.

diates» pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

A ce titre, le Chef de l'Etat avait ordonné «la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation du point indiciaire dans la Fonction publique et la coordi-

nation étroite entre les ministères du Commerce et de l'Agriculture en vue d'assurer un contrôle maximal sur les produits agricoles, les légumineuses et les pâtes alimentaires».

Fouad Irnatene




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger